

PAKISTAN
CINQ ANS APRES ABBOTTABAD

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*

LE FAIT

➤ Le 2 mai, la Maison-Blanche commémorera (avec la retenue de circonstance) le 5^e anniversaire de l'opération "trident de Neptune" (*Neptune Spear*), du nom de l'intervention des troupes d'élite US (*Navy Seals*) dans la banlieue d'Islamabad (Abbottabad) visant à neutraliser le chef historique d'Al-Qaïda, O. Ben Laden, lequel profitait depuis des années de l'hospitalité de l'Etat pakistanais, rarement en reste pour ce qui est de porter assistance aux acteurs de l'islamisme radical (le mollah Omar, le chef de l'insurrection talibane afghane, aurait vécu ses derniers jours en 2013 à Karachi).

➤ En principe, la simple évocation de ces deux faits d'une incroyable gravité (et il en est bien d'autres à alimenter ce passif) aurait du contraindre les autorités pakistanaises à faire amende honorable, à s'expliquer sur le pourquoi de tels agissements, ou, faute de quoi, à payer le prix de ces errements impardonnables.

➤ Il n'en a rien été. Entre déni, aveuglement et menaces, la République islamique du Pakistan et ses dirigeants (civils et militaires) se sont davantage employés ces cinq dernières années à faire le dos rond et à agir comme si de rien n'était qu'à oeuvrer sur les chantiers sur lesquels la communauté internationale demandait quelque action (lutte anti-terroriste et contre les entités radicales ; détente avec l'Inde ; coopération avec le gouvernement afghan).

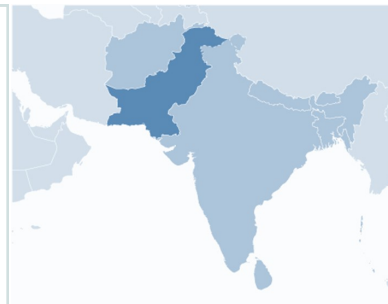
➤ Un paradoxe qui en dit long sur l'inquiétante incapacité du concert des nations à peser sur cet acteur atomique autant que sur l'inaptitude d'Islamabad à se remettre en cause.

L'ANALYSE

■ Que l'on retienne l'arrivée le 26 avril du *Foreign Secretary* pakistanais dans la capitale indienne ou les déclarations martiales du chef de gouvernement Nawaz Sharif et sa volonté "d'éradiquer le terrorisme" (renouvelée à de multiples reprises depuis son retour aux affaires au 2013...), il n'empêche : au printemps 2016, Islamabad, capitale d'un Etat de 200 millions d'individus (seconde nation musulmane de la planète) disposant de la 6^e armée du monde et de capacités nucléaires avérées (civiles et militaires), conserve une image extérieure et une réputation déplorable ; rien qui ne relève du scandale ou de l'injustice tant l'attitude des divers acteurs pakistanais (civils et militaires) se complet dans l'ambiguïté et la contradiction, qui plus est au grand jour. Une posture qui finit par lasser.

■ Non pas que l'observateur se sente pris au dépourvu ; que l'on évoque l'épineux dossier afghan, celui tout aussi retors de la lutte contre l'islamisme ou encore la nécessité d'apaiser les rapports avec l'Inde, le double langage et l'antilogie d'Islamabad cimentent la trame des dernières décennies. Pour les généraux — que l'on ne contrarie pas sans risque...-- comme pour les élus, dont les dispositions à la bonne gouvernance n'éveillent plus d'espoir.

■ Un pari sans danger pour le Pakistan ? Forte de son engagement passé (invasion soviétique) et de ses efforts du moment (participation à la lutte anti-terroriste en Afghanistan), Islamabad est portée à le croire...



PAKISTAN : repères

- Région:** Asie méridionale
- Superficie:** 796 000 km²
- Population:** 200 millions
- Religion:** islam (sunnite)
- Capitale:** Islamabad
- Pays voisins:** Afghanistan, Chine, Inde, Iran.
- Ressources:** gaz naturel, pétrole, charbon, fer, cuivre, sel, granit
- Régime:** République islamique
- 1^{er} ministre:** N. Sharif; juin 2013 →..
- Prochain scrutin:** printemps 2018
- Economie:** 11^e économie d'Asie
- Revenus annuels / h:** 1100 euros
- Forces armées:** 644 000 hommes 6^e armée mondiale (nb de soldats)
- Budget de la défense:** 3,5% du PIB
- Capacités nucléaires:** oui

Nawaz Sharif (67 ans), 1^{er} ministre (depuis 2013) à l'autorité (à nouveau) fort disputée



Général Raheel Sharif, (60 ans), un chef des armées (depuis 2013) fort respecté.

ACTEURS EN PRÉSENCE

- LE PREMIER MINISTRE NAWAZ SHARIF
- LE CHEF DES ARMÉES RAHEEL SHARIF
- LES FORCES ARMÉES-SERVICES SECRETS
- LES PARTIS POLITICO-RELIGIEUX
- LES GROUPES TERRORISTES/RADICAUX

LA CITATION

"Nous avons été très clairs avec les plus hautes autorités du Pakistan ; tous les groupes militants doivent être ciblés, y compris le réseau Haqqani, Al-Qaïda et le Lashkar-e Taiba", du porte-parole du Département d'Etat, le 16 avril 2016.

CHRONOLOGIE récente

26/04: visite à N. Delhi du *Foreign Secretary* pakistanais (Heart of Asia-Istanbul Process)
22/04: Islamabad s'émeut des essais en mer du sous-marin nucléaire indien INS *Arihant*
22/04: douze officiers pakistanais (dont un Lt-général) condamnés pour corruption
19/04: dans la foulée de l'attentat de Kaboul (30 morts ; 300 blessés), le n°2 afghan, A. Abdullah annule sa visite à Islamabad
18/04: en plein scandale des *Panama Papers*, le 1^{er} ministre N. Sharif part à Londres
28/03: N. Sharif annule sa visite aux USA
27/03: attentat (revendiqué par les talibans) à Lahore (Punjab) : 75 morts et 340 blessés
10/02: aide américaine de 820 millions \$ au Pakistan (dont 265 destinés à l'armement)
04/02: le chef du JuD (impliqué dans les attentats de Mumbai ; novembre 2008) promet de nouvelles attaques contre l'Inde
01/02: 1^{er} ministre N. Sharif s'engage à éradiquer le terrorisme du Pakistan...
02/01: le gr. terroriste Jaish-e-Mohammed basé en Pakistan) attaque la base aérienne de Pathankot (Inde) ; tension avec N. Delhi
25/12/15: visite du 1^{er} ministre indien N. Modi à Lahore (Pakistan ; Punjab)
10/12/15: Islamabad et Delhi conviennent de la reprise (après sept années d'interruption...) du *Comprehensive Bilateral Dialogue*.

DÉCLARATIONS & REACTIONS

"Le message du général N. Sharif au pouvoir civil est sans ambiguïté : nous faisons le nettoyage dans nos rangs ; vous devriez en faire de même dans les vôtres", **Imtiaz Gul** (Islamabad), 21.04

"Nous tenons à rappeler que le Pakistan est parmi les premières victimes du terrorisme, et déplore la perte de plusieurs dizaines de milliers de vie innocentes", du porte-parole du **ministère pakistanais des Affaires étrangères**, 16 avril.

"Notre ambition n'est pas seulement l'éradication de l'infrastructure terroriste, mais également de l'état d'esprit extrémiste qui représente une menace pour notre mode de vie", du **1^{er} min. pakistanais N. Sharif**, le 28 mars 2016

L'auteur



OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

Etiré sur un spectre des plus larges, le chapelet de maux affligeant au printemps 2016 la République islamique du Pakistan nous oblige, ci-après, à un survol partiel de l'actualité (sensible) du moment.

◆ **Panama Papers, l'affaire de trop ?**
 Le 1^{er} min. N. Sharif (aux manettes de l'exécutif -pour la 3^e fois- depuis juin 2013) n'avait pas besoin d'une nouvelle affaire pour écorner plus avant son crédit. Les *Panama Papers* et leur lot de révélations ne l'épargnent pas, fut-ce indirectement ; on apprend que ses trois enfants possèdent des sociétés et des actifs (non-déclarés au fisc pakistanais) dans divers paradis fiscaux... Son adversaire politique le plus déterminé, le flamboyant Imran Khan (PTI), exige sa démission. Si elle n'a pas tonné, pour l'heure, sur ce nouveau front politique, l'influente institution militaire a adressé un message très clair : le chef des armées, le respecté Raheel Sharif (aucun lien de parenté), a pour sa part destitué le 22 avril une douzaine d'officiers pour corruption...

◆ **Opération Zarb-e-Azb.** Il est un front sur lequel l'armée rallie les suffrages : la lutte contre les talibans pakistanais (TTP). Engagée en juin 2014 dans les zones tribales (frontière afghane), l'opération *Zarb-e-Azb* semble être (après bien des atermoiements) un succès, même si les bilans du service de communication des armées s'avèrent impossibles à vérifier. Cet engagement résolu (initié au lendemain d'une attaque contre l'aéroport de Karachi) confère à son architecte, le général Raheel Sharif, un rare prestige auprès de ses concitoyens...

◆ **L'improbable détente indo-pakistanaise.** Sept ans après les attentats de Mumbai (Bombay, nov. 2008) où l'implication du Pakistan, selon New Delhi, serait avérée à un certain niveau (ce que nie Islamabad), le dialogue entre les deux poids lourds d'Asie méridionale

demeure à l'état d'hypothèse, lesté par les rancoeurs, le manque de confiance réciproque. Au geste fort fin 2015 du 1^{er} ministre indien N. Modi (visite à Lahore), le groupe terroriste Jaish-e-Mohammed (basé au Pakistan) avait répondu une semaine plus tard (2 janv. 2016) par l'attaque insolite, sur le sol indien, d'une base aérienne (huit morts); une énième provocation qui avait refroidi, du côté de Delhi, les frêles velléités de détente...

◆ **Islamabad-Kaboul, l'axe des maux.**
 Alors que l'insurrection talibane afghane a entamé dernièrement sa 15^e campagne printanière, que Kaboul ne cesse d'appeler Islamabad à l'assistance plutôt qu'à l'ingérence et que la population afghane paie le prix (fort) de l'aventurisme maladif des généraux de Rawalpindi chez leur voisin de l'ouest, il est illusoire d'espérer à court terme, malgré les pressions (molles) de Washington, un quelconque amendement du Pakistan sur ce dossier douloureux.

PROSPECTIVE

Habitué à naviguer en eau trouble et, en habile stratège, à valoriser ses avantages tactiques (cf. voisinage immédiat de l'Afghanistan et de l'Iran) en jouant la carte du dernier rempart, le Pakistan, cet "allié stratégique" (hors-OTAN) des Etats-Unis - ainsi que le dépeignait l'ancien Président US G.W. Bush —, inquiète infiniment plus qu'il fascine.

En 2016 comme en 2011 (lorsque l'on découvrit la présence d'O. Ben Laden à 1300 m de la principale académie militaire du pays), impossible à sanctionner le pays de Jinnah ? Entre nécessité du concours d'Islamabad pour rallier les talibans (afghans) à l'idée (lointaine) de paix et crainte de froisser une puissance nucléaire par ailleurs très sensible au discours de Pékin, le concert des nations, frileux autant que résigné, démontre, tristement, encore, toute l'étendue de son impuissance.

Paris, le 25 avril 2016